

## CE MONDE QUI BOUGE

## Le Mai des Algériens

8 Mai 1945. Un mardi. A Sétif, Saâl Bouzid, 22 ans, qui portait un drapeau vert et blanc, ne savait pas qu'il serait la première victime d'une guerre qui venait de commencer, celle de la libération de l'Algérie, alors qu'une autre, qui s'était traduite par l'écrasement du fascisme hitlérien, venait de se terminer. Plusieurs dizaines d'autres seront tués entre le 8 et le 9 mai parce qu'ils



Par Hassane Zerrouky

ignoraient qu'un couvre-feu venait d'être instauré. Mêmes scènes de tueries à Guelma où s'est illustré le sous-préfet (socialiste) André Achyari, futur fondateur de l'OAS, à Kherrata et dans toute la région. Même la marine de guerre – le croiseur *Duguay-Trouin* bombardant les douars de l'est de la Kabylie – fut mise à contribution. La répression, selon Mohamed Harbi, va durer un mois. Plusieurs dizaines de milliers d'Algériens sont froidement exécutés, 45 000 selon les nationalistes. Un massacre à grande échelle venait d'avoir lieu à huis clos.

Une semaine plus tard, le 17 mai, arrivaient à Alger en provenance d'Europe, à bord du croiseur *Gloire*, les militaires algériens démobilisés. «Les glorieux tirailleurs algériens qui, de l'Italie au Rhin, se sont illustrés dans 100 combats (...) rentrent maintenant au pays», titrait, toute honte bue, la presse coloniale. Parmi eux, ceux du 7<sup>e</sup> RTA (Régiment des tirailleurs algériens), dont beaucoup, originaires de Sétif, étaient dans l'ignorance de ce qui s'était passé le 8 mai dans leur région natale.

Un an auparavant, en mai 1944, les tirailleurs algériens, au nombre de 138 000, s'étaient illustrés à la bataille de Montecassino et pris une part active à la libération de la Corse, de la Provence, notamment de Marseille où des plaques commémoratives rappellent les sacrifices du 3<sup>e</sup> et du 7<sup>e</sup> RTA (Tirailleurs algériens) ainsi que dans plusieurs régions de France. Le 31 mars 1945, appuyés par les Tabors marocains, les tirailleurs algériens seront les premiers à franchir le Rhin et pénétrer en Allemagne, bien avant l'armée américaine. Parmi ces militaires algériens ayant combattu le nazisme, de futurs membres fondateurs du FLN comme Mohamed Boudiaf, Mustapha Ben Boulaid, Krim Belkacem, Ahmed Ben Bella ou encore Mohamed Mechat (récemment décédé). A l'instar de tous leurs compatriotes, ils étaient dans l'ignorance de ce qui s'était passé à Sétif, Guelma et Kherrata.

Deux ans après Sétif, en 1947, le Parti du peuple algérien (PPA) mettait en place une structure politico-militaire, l'OS (Organisation secrète), prélude à la fondation du FLN le 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Mais que reste-t-il de cette histoire ? Qu'en savent les nouvelles générations à qui on enseigne que c'est le mouvement des Oulémas (mouvement réformiste religieux) qui est à l'origine de la guerre de libération alors qu'il était partisan d'une Algérie «autonome» dans le cadre de «l'Union française» et qu'il n'a rejoint le FLN qu'en... 1956, deux ans après le déclenchement de la lutte armée ? Savent-ils qu'aucun mot d'ordre religieux n'a été scandé ce 8 mai 1945 ? Avec la loi sur le Livre qui vient d'être adoptée et qui soumet désormais la publication de toute œuvre à un aval préalable des autorités –et donc l'enseignement de l'histoire – il est désormais clair que les Algériens seront maintenus dans l'ignorance de l'histoire du pays.

Le 3 mai, c'était la Journée de la liberté de la presse, 123 journalistes et employés de presse ont été assassinés entre 1993 et 1998. Mourad si Ahmed dit Djamel al-Afghani, émir du GIA (Groupe islamique armé) avait décrété en 1993 que «ceux qui combattent l'islam par la plume périront par la lame». Il avait été entendu. Le 26 mai 1993, le journaliste-écrivain, Tahar Djaout, auteur de la fameuse formule, «La Famille qui avance et la famille qui recule», ouvrait la longue liste des journalistes victimes des islamistes. Autre date : le 1<sup>er</sup> mai. Fête des travailleurs, certes, mais passée inaperçue en Algérie. Pourtant, c'était l'occasion de rappeler que près de 700 syndicalistes ont été assassinés par les djihadistes entre 1992 et 1998, et de leur rendre hommage. Le 9 septembre 1992, Abderahmane Belazhar, universitaire et syndicaliste, militant du Pags (communiste) est le premier à tomber à Constantine. Après des dizaines de syndicalistes, Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA (Centrale syndicale), est assassiné en 1997...

Le crime de ces syndicalistes ? Avoir défendu leurs usines contre le sabotage islamiste. Faut-il rappeler que 4 731 entreprises et 916 établissements d'enseignement ont été détruits partiellement ou totalement par les hordes djihadistes entre 1992 et 1999 plongeant des dizaines de milliers de salariés dans le chômage ?

H. Z.

## EXAMEN DES PROJETS DE LOIS

## La commission finances de l'APN veut être plus proactive

**La Commission des finances et budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) escompte d'être plus proactive dans l'examen des projets de lois, considérant hier son président.**

**Cherif Bennaceur -**

**Alger (Le Soir) -** En marge de l'audition à huis clos et en fin d'après-midi par des parlementaires du président de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef), Zebbar Berrabah estime que sa commission entend mieux s'informer et disposer de données liées aux différents projets de lois qui lui sont soumis, notamment la loi de finances et la loi de règlement budgétaire. Ce qui permettra à cette commission, et par conséquent à l'ensemble de la chaîne parlementaire, de pouvoir mieux examiner, enrichir et adopter «en toute conscience» de tels textes législatifs. Et ce, dans le contexte où «les délais impartis pour l'étude des projets qui sont soumis à la commission ne sont pas suffisants» et impliquent

une lourde et contraignante charge de travail aux membres de la commission, ne manquera pas de «constater» Zebbar Berrabah.

Et dans la mesure où les députés sont souvent mal ou peu informés. Dans ce contexte, la commission des finances et budget entend «profiter» des intervalles de temps entre chaque examen législatif pour accumuler de l'expertise et des informations détaillées, affinées sur l'ensemble des dossiers économiques et financiers.

Outre l'organisation de visites aux différentes entreprises et institutions concernées par le financement budgétaire, la Commission a entamé une série de rencontres avec les différentes institutions et administrations financières et économiques du pays, telles la Cour des comptes,

l'Abef et prochainement l'Office national des statistiques (ONS) ainsi que la Bourse d'Alger. Ce qui contribuera à ce que la commission parlementaire puisse mettre en place «dans les plus brefs délais» une banque de données pour un examen plus affiné et une prise de décision davantage murie.

Concernant la loi de finances complémentaire pour 2015 dont l'élaboration avait été évoquée fin mars dernier par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le président de la Commission finances et budget laissera entendre qu'aucun texte n'a encore été remis et qu'il n'y a pas de retard. Il concédera ainsi qu'il n'y a pas de délais fixes pour la présentation d'une telle loi, à charge cependant que cette opération se déroule avant la fin de l'exercice 2015. «Quand il y aura saisine par le gouvernement, la commission est prête à l'examiner», relève-t-il ce faisant.

Concernant cette audi-

tion parlementaire, l'opportunité a été offerte au président de l'Abef de présenter l'état actuel du système bancaire et financier national, son rôle important dans le financement de l'économie ainsi que son engagement dans la modernisation des moyens de paiements.

En ce sens, Boualem Djebbar indiquera que le développement du paiement électronique, l'e-paiement est déjà impulsé et sera progressivement concrétisé.

Par ailleurs, le président de l'Abef a assuré que les «banques sont prêtes» pour l'octroi des crédits à la consommation pour les produits nationaux et que «dès que l'ensemble des paramètres seront finalisés, ces crédits seront lancés». Cela étant, dans la mesure où la séance d'audition s'est déroulée à huis-clos, la teneur des discussions entre les députés et le représentant de la corporation bancaire reste incertaine.

C. B.

## PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES

## Inondations, glissements de terrains et éboulements, des priorités selon les experts

**Pour nombre d'experts, l'Algérie doit focaliser ses efforts sur la prévention des catastrophes naturelles sur-tout les inondations, les glissements de terrains et les éboulements. Des phénomènes qui touchent plusieurs wilayas du pays.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** «Il est temps de s'intéresser aux risques des inondations, des glissements de terrains et des éboulements en Algérie», a indiqué Mahmoud Bensaïbi, directeur de l'Ecole nationale supérieure des travaux publics (ENSTP), hier, en marge de la journée technique sur la prévention des risques naturels, tenue à Alger.

Il estime que ces catastrophes naturelles demeurent «moins appréhendées».

Selon lui, seul le séisme a été suffisamment appréhendé en Algérie, et ce, depuis celui de Chlef (ex-El-Asnam) en 1980. «Depuis, la réglementation ne cesse d'évoluer dans ce domaine et plusieurs études ont été réalisées», dit-il.

Pourtant, poursuit-il, «les inondations de Bab-El-Oued en 2001 et encore les éboulements d'Aokas en 2015 rappellent l'existence d'autres phénomènes naturels et d'autres risques non appréhendés avec autant d'intérêts».

Des catastrophes naturelles qui causent d'énormes dégâts. «D'après les statistiques des réassurances, les inondations provoquent dans le monde plus de dégâts que le séisme et reviennent beaucoup plus cher sur le plan financier», a-t-il ajouté.

Il estime que la meilleure façon

d'appréhender ces risques est de réduire leur impact sur les populations et l'économie du pays.

La journée technique sur la prévention des risques naturels a évoqué ainsi, tous les risques naturels ainsi que les moyens de prévention applicables sur le terrain afin de réduire leurs effets. «Il faut prévenir des risques naturels et identifier les moyens modernes mis en application sur le terrain dans le monde et en Algérie», souligne Mahmoud Bensaïbi.

Pour lui, il est également question de rassembler toutes les informations détenues par les différents départements ministériels et de les diffuser pour que «les acteurs concernés puissent prendre conscience et intervenir».

Rappelant l'important réseau routier dont dispose l'Algérie, le D<sup>r</sup> Ferhat Fedghouche, maître de confé-

rence et chef de département à l'ENSTP, a pour sa part, assuré que l'ensemble des ouvrages de ce réseau est exposé à des risques naturels notamment le glissement de terrain. Selon lui, un nombre important de wilayas souffrent de ce phénomène qui provoque des coupures de longues sections de routes.

En tête de liste, il cite Souk Ahras, Guelma, Skikda, Constantine, Mila, Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou, Alger, Médéa et Tipasa. «Nous comptons plusieurs glissements de terrain dont le traitement n'a pas été effectué à ce jour», dit-il.

Le D<sup>r</sup> Ferhat Fedghouche insiste ainsi sur l'importance de l'expertise qui «doit prendre le temps nécessaire, afin de collecter toutes les données et cerner les éventuels risques de glissements de terrains et autres risques naturels».

Ry. N.

## POUR TRAFIC DE FAUSSE MONNAIE

## Un ressortissant africain arrêté en possession de 550 000 euros

Une affaire de trafic de fausse monnaie vient d'être élucidée par la police judiciaire d'Alger.

Selon la Sûreté de wilaya d'Alger, la division ouest de la police judiciaire d'Alger a interpellé le 3 mai dernier, un ressortissant africain, en séjour illégal, en possession de cinq cent cinquante mille euros en fausse monnaie. Prête à être commercialisée, cette somme d'argent est l'équivalent de huit milliards de centimes.

Un mandat de perquisition de son domicile a permis la saisie du produit utilisé pour la confection de la fausse monnaie et quelques appareils. Une carte d'identité et une carte de séjour de son pays d'origine falsifiées et prêtes à être utilisées, ont été également saisies.

Présenté hier, devant le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt, ajoute la même source.

Ry. N.